

Le libéralisme n'a pas d'avenir

Guillaume Duval

(Editions La Découverte, 2003, 173 pages, 14 euros)

Notes de lecture

(Jean-Paul Allétru, janvier 2004)

Guillaume Duval, rédacteur en chef adjoint du mensuel Alternatives économiques, ne se paye pas de mots. D'une accumulation de données factuelles, il dégage sa propre analyse des réalités, n'hésitant pas à déboulonner bien des idées reçues. On n'est pas forcément toujours d'accord avec ses conclusions, mais sa lecture est stimulante. Puisse ce bref résumé et commentaire donner envie de le lire.

Guillaume Duval nous dit : regardez le monde tel qu'il est, quittez vos lunettes idéologiques : il ne ressemble pas à ce qu'en disent les libéraux, mais pas non plus à la présentation qu'en font les marxistes.

Son message principal, qui justifie le titre, à contre-courant du discours libéral largement dominant, est le suivant : **la part de ce qui dans l'économie échappe à une gestion purement marchande continue inexorablement de s'accroître**. Il y a un hiatus grandissant entre les réalités du monde économique tel qu'il va, et le discours libéral seriné partout, sur la concurrence pure et parfaite, et l'équilibre général.

Et il ne peut en être autrement, car dans des sociétés et des économies de plus en plus complexes et fragiles comme les nôtres, les conditions à remplir pour que l'environnement naturel, social et juridique (systèmes d'éducation, de santé, de retraites, d'adduction d'eau, infrastructures de transport, ...) permette à l'activité économique de se développer deviennent de plus en plus nombreuses et difficiles à réunir. Et les actions à mener dans ce but ne peuvent l'être que sur la base d'un financement collectif (la crise que connaît aujourd'hui le Japon s'explique par l'insuffisance des « prélèvements obligatoires » ; et le handicap des pays du Sud est précisément l'insuffisance de leur économie non-marchande).

L'économie marchande est relativement aisée à mondialiser (les rapports marchands sont anonymes) ; à l'inverse, l'économie non marchande est par nature fortement territorialisée : elle implique une volonté de vivre ensemble, un sentiment de communauté de destin, qui prend en outre du temps à se construire.

Mais ce qui empêche de bien percevoir la montée en puissance du non-marchand, c'est qu'elle s'accompagne d'une limitation du rôle de l'Etat comme employeur ou producteur. Quand ce qui échappe à la logique marchande commence à peser la moitié de l'économie monétaire d'un pays, il devient en effet impératif de diversifier les acteurs du non-marchand. Car en cas de centralisation excessive, les risques d'engourdissement bureaucratique ou de dérive autoritaire sont bien réels (qu'on pense à l'Union soviétique). L'économie non marchande associe donc, à côté des acteurs publics, des mutuelles et des associations à but non lucratifs, ou des entreprises privées à but lucratif qui bénéficient d'une délégation de la

part de l'Etat de missions de service public. Il y a ainsi tout un continuum entre le secteur marchand et le secteur non marchand.

La tendance spontanée de l'activité marchande conduit à toujours plus de concentration, tendant vers l'oligopole ou même le monopole (Microsoft). La firme a toujours été l'antithèse du marché : c'est sa raison d'être que d'être plus efficace que le jeu de la concurrence, en organisant hors marché la coordination de la production entre les personnes qui la constituent. La concurrence coûte en effet très cher par les multiples doublons qu'elle entraîne (recherche, réseaux commerciaux, ...) tandis que l'incertitude qu'elle engendre est de plus en plus inadaptée dès lors que les besoins en investissements (matériels, et immatériels- conception d'un nouveau modèle d'automobile, par exemple) deviennent de plus en plus importants. Les pouvoirs publics, pour contrer l'effet des oligopoles, mettent en place des « autorités de régulation » : on est alors très loin de la véritable concurrence. Celle-ci ne concerne plus que les activités à faible valeur ajoutée et à faible intensité en capital, c'est-à-dire les secteurs les plus arriérés de l'économie.

Contrairement à une idée reçue, ce ne sont pas les PME qui créent l'emploi. Et « le parti pris pro-PME des politiques publiques de droite et de gauche », du à cette illusion, « a eu des conséquences sociales très négatives ».

En réalité, l'activité économique se concentre de plus en plus entre les mains de groupes puissants, qui, grâce aux technologies de l'information, s'organisent en établissements de petite taille. Ceci vaut également dans le secteur des services, aux entreprises (banques, audit, informatique, publicité), et aux particuliers (distribution, assurances, et même restauration).

Le pouvoir de ces groupes est considérable, parfois plus important que celui de bien des Etats, ce qui donne parfois lieu à des abus et des dérives graves. « La méfiance la plus absolue est totalement justifiée ». Il faut donc trouver les moyens d'un contrôle citoyen de ces groupes.

La « dictature » des actionnaires est une illusion (comme l'a bien montré l'affaire Enron) (*Dans « future ou no future ? » p 61, j'ai sans doute été moi-même victime de cette illusion, et j'ai modestement contribué à la véhiculer...Au passage, concernant les 15 % de « taux de profit exigés par les actionnaires » que je dénonçais –après d'autres, et non des moindres, comme Francis Mer, c'est là mon excuse –« ce fameux ratio de 15% n' a de sens que par rapport à la valeur comptable des fonds propres et non par rapport à leur valeur marchande telle qu'elle est appréciée en Bourse », et au plan pratique, la valeur comptable des fonds propres n'a que peu d'importance. « Heureusement » qu'il ne s'agissait que de cela, « car sinon un rendement du capital à 15 % asphyxierait totalement l'activité économique »).*

C'est surtout au cours de la seconde moitié des années 1980 que la part des profits dans la valeur ajoutée s'est fortement accrue au dépens des salaires dans la plupart des pays développés, le plus souvent, faut-il le souligner, sous la tutelle de l'Etat actionnaire et des gouvernements de gauche successifs...

Le capitalisme est en fait devenu, dans la dernière période, plus managérial encore qu'au cours des années 1960 et 1970. Le caractère très pur (sur le plan de la concurrence) que présentent encore les marchés financiers est en fait surtout le signe de leur immaturité.

L'épargne financière prend inexorablement une part croissante dans le patrimoine des ménages. Alors que la maîtrise des prix des biens et des services paraît désormais durablement acquise dans les pays développés, c'est désormais l'instabilité des prix des titres financiers eux-mêmes qui menace le pouvoir d'achat futur des avoirs financiers. Les crises financières constituent l'un des problèmes majeurs posés par la spéculation. Les recettes ultra-libérales du FMI ont certes permis d'éviter l'écroulement du système monétaire international,

mais au prix d'épreuves très difficiles pour les populations des pays concernés. On va sans doute assister à un puissant mouvement de concentration des acteurs de la gestion des fonds, et ces acteurs vont devoir s'impliquer de plus en plus dans la gestion des entreprises elles-mêmes. L'actionnariat individuel est d'ailleurs déjà en déclin, et les malheurs d'Enron, de Vivendi et de France Télécom ont, il faut l'espérer, démontré l'absurdité du projet tendant à faire de chaque salarié l'actionnaire de sa propre entreprise (soutenu y compris, eh oui, par un certain François Hollande en 2000...). Malheureusement, les pouvoirs publics ont favorisé depuis vingt ans, par des avantages fiscaux importants, les fonds communs de placement qui laisse l'épargnant ou le salarié porter seul tout le risque financier (Fabius 2001, Fillon 2003). Il faut au contraire amener les gestionnaires de fonds à s'engager vis-à-vis des épargnants, c'est leur métier. Avec la loi Sarbanes-Oxley, les Etats-Unis renforcent les peines subies par les dirigeants en cas de fraude et soumettent les auditeurs, chargés de valider les comptes des entreprises, au contrôle d'une instance publique.

Mais cela ne suffira pas. En Europe, on considère à juste titre qu'il existe un « intérêt social » de l'entreprise distinct de celui de ses actionnaires. Il faudrait généraliser la présence de représentants des salariés dans les conseils de surveillance ou d'administration, et renforcer les prérogatives des élus des salariés concernant les décisions stratégiques des entreprises. *C'est sur ce terrain que Guillaume Duval est le moins précis et le moins convaincant. Et il reconnaît qu'on ne voit pas se dessiner, même chez les anciens partisans de « l'autogestion », une volonté de peser sur le « gouvernement des entreprises ».*

Le salariat s'est généralisé (dans les pays du Nord, et il s'étend rapidement au Sud). La plupart des non-salariés qui subsistent en France sont loin d'être des « indépendants » : les médecins et les agriculteurs sont des quasi-salariés de la Sécurité sociale ou de la Politique agricole commune. Il s'est diversifié : une partie d'entre eux détient un patrimoine –et donc ne fait plus partie des prolétaires, si on entend par ce mot ceux « qui n'ont que leur force de travail à vendre et leurs chaînes à perdre », et ce patrimoine prend de plus en plus la forme d'actions d'entreprises. Les oppositions d'intérêt qui structurent la vie sociale et économique passent au sein même du salariat. Les fonds de pension américains, si diabolisés, gèrent les retraites des travailleurs... L'unité du salariat est une utopie dépassée, et il est illusoire d'espérer le rassembler dans une même organisation politique.

Là aussi, on n'est pas obligé de suivre Guillaume Duval- qui ne nie pas pour autant la persistance de l'antagonisme capital –travail. Il y a une distance importante entre les intérêts objectifs et la représentation qu'on s'en fait. Il ne faut pas méconnaître le poids du matraquage idéologique, et de l'abrutissement par le spectacle auquel le capital- qui détient l'essentiel des médias- soumet les populations.

De même, il existe de réelles oppositions entre salariés du Sud et salariés du Nord. Estomper ces oppositions au profit d'une opposition entre la « société civile » (regroupant l'ensemble de la population du Nord et du Sud) d'une part, et les « multinationales » d'autre part, est inopérant. Car il s'agit d'abstractions vides : il faut distinguer les dirigeants, les actionnaires, les salariés, les clients, les fournisseurs, de ces multinationales, qui ont entre eux des intérêts assez divergents.

Ce n'est vraisemblablement pas de l'avènement d'un « Etat mondial » qu'advientra un monde meilleur. Mais le débat actuel sur « le gouvernement d'entreprise », ou la « responsabilité sociale des entreprises », au delà des efforts des entreprises pour transformer leur image de marque (pensons à Nike, dénoncé pour les conditions de travail de ses sous-

traitants, obligé à réagir), est peut-être le démarrage d'un processus qui remet en cause radicalement le pouvoir des actionnaires, et obligera à prendre le point de vue des autres « parties prenantes ». Surtout si, comme on semble en voir le commencement, les pouvoirs publics embrayent et imposent des normes et des règles.

La lutte pour la démocratie, qui est une lutte pour l'égalité (une personne = une voix) est difficile à mener, car elle bouscule beaucoup d'intérêts. Mais la société post-marché dans laquelle nous entrons nécessite un formidable développement de la démocratie.

Comment ne pas partager cette conclusion ?

Comme l'observe Guillaume Duval, les débats qui ont divisé la société à un moment donné n'ont pas, en général, porté sur les enjeux qui se sont par la suite révélés essentiels.

On peut regretter à ce propos que l'ouvrage n'ait fait qu'effleurer la contrainte écologique (changement climatique, épuisement des ressources fossiles) dont la réalité va inéluctablement exploser, alors que les élites « regardent ailleurs ». Guillaume Duval en dit simplement que l'amélioration de la situation de l'environnement passe par une croissance forte (pour réparer les dégâts observés aujourd'hui, et pour mettre en œuvre de nouveaux modes de production et de consommation), et par la taxation (de l'eau, de l'air, ...).

Ce n'était pas le sujet ? Voire ! et si justement c'était la nécessité de prendre enfin sérieusement en compte cette contrainte écologique, qui obligeait l'humanité au formidable développement de la démocratie que l'auteur appelle de ses vœux ?